

Document d'orientation 6

Les CCD et le renforcement de la résilience face à la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent et au terrorisme

À qui s'adresse ce document ?	1
Objectif et aperçu	1
En quoi le Cadre est-il utile pour renforcer la résilience face à la radicalisation?.....	2
Définitions de la radicalisation, de l'extrémisme violent et du terrorisme	2
Variabilité du processus de radicalisation	4
Conditions pouvant mener à la radicalisation	5
Résilience face à la radicalisation	10
Utilité du Cadre pour renforcer la résilience face à la radicalisation	13
Comment atteindre ces objectifs dans la pratique ?.....	17
Recommandations	17
Ressources	18
Lectures complémentaires.....	19

À qui s'adresse ce document ?

Le présent document d'orientation s'adresse :

- aux décideurs politiques et aux concepteurs de politiques chargés de la gouvernance démocratique, des pouvoirs publics, de l'intégration et de la cohésion sociales, de la police, de la sécurité et de l'éducation ;
- aux éducateurs ayant des responsabilités concernant l'intégration et la cohésion sociales, ainsi que le bien-être et la sécurité des apprenants (tels que les chefs et autres membres de la direction des institutions éducatives) ;
- aux praticiens de l'éducation ;
- aux parents, aux associations de parents et aux conseils d'établissement ;
- aux agents de police, aux membres des services de sécurité et aux autres acteurs nationaux participant à la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme.

Il a été délibérément évité d'employer un langage trop technique dans le présent document afin de permettre au lectorat non spécialiste du sujet de comprendre plus facilement les questions touchant à la radicalisation qui conduit à l'extrémisme violent.

Objectif et aperçu

Ce document d'orientation explique pourquoi l'éducation fondée sur le Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie (ci-après le Cadre) a un rôle fondamental à jouer dans

la prévention de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent et au terrorisme. Le Cadre promeut l'utilisation de l'éducation pour doter les jeunes des compétences nécessaires pour une culture de la démocratie. Ces compétences permettent de renforcer la résilience des individus face aux conditions susceptibles d'entraîner la radicalisation, ainsi que leur capacité à résister aux comportements déshumanisants et au recours à la violence comme moyen de résoudre les conflits. En outre, elles donnent aux individus la capacité et la disposition à contribuer à une société inclusive et à opérer des changements par l'expression et l'action démocratiques pacifiques plutôt que par la violence.

Pour que cette approche puisse porter ses fruits, il faut que les institutions publiques s'assurent que leurs structures répondent aux préoccupations des citoyens et qu'elles renforcent leur légitimité en instaurant un dialogue participatif et en faisant preuve d'un solide engagement envers les valeurs de la démocratie. Des mesures connexes doivent également être prises pour s'attaquer aux problèmes plus larges des inégalités, de la discrimination et de l'exclusion auxquels sont confrontées les populations marginalisées. Cette stratégie repose essentiellement sur la création d'une société démocratique fondée sur les droits de l'homme.

L'approche décrite dans le présent document promeut la prévention du déclenchement de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent (plutôt que le recours à l'éducation aux fins de la déradicalisation une fois que le processus de radicalisation est déjà engagé). En d'autres termes, l'approche fondée sur le Cadre est de nature préventive, et non réactive.

Ce document s'appuie sur deux plans d'action adoptés par le Conseil de l'Europe, qui portent respectivement sur la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation conduisant au terrorisme, et sur la construction de sociétés inclusives.

En quoi le Cadre est-il utile pour renforcer la résilience face à la radicalisation ?

Le Cadre est utile pour renforcer la capacité de résilience face aux conditions susceptibles d'entraîner la radicalisation car les compétences qui y sont définies sont précisément celles dont les jeunes ont besoin pour :

- analyser de façon critique, évaluer, mettre en question et rejeter l'extrémisme violent et les messages, la propagande et les discours terroristes ;
- éviter les raisonnements simplistes fondés sur l'opposition entre « nous » et « eux », comprendre la complexité des questions sociales et politiques, et accepter le fait que l'on ne puisse pas toujours régler ces questions de façon adéquate par des réponses ou solutions simples ;
- en s'appuyant sur son imagination, appréhender, comprendre et valoriser les convictions, les perspectives et les visions du monde d'autres personnes, et reconnaître qu'elles peuvent être tout aussi valables que les nôtres si on les considère de leur point de vue ;
- comprendre et apprécier le fait que les méthodes démocratiques non violentes sont des outils efficaces pour l'expression pacifique des points de vue et opinions des citoyens, pour la gestion des divergences d'opinions et pour la défense de causes politiques et sociales ;
- valoriser la dignité humaine, les droits de l'homme, la diversité culturelle, la démocratie, la justice et l'État de droit.

Définitions de la radicalisation, de l'extrémisme violent et du terrorisme

Quatre des termes clés employés dans ce document (à savoir la radicalisation, l'extrémisme, l'extrémisme violent et le terrorisme) font l'objet de définitions controversées, les concepts qui les

sous-tendent variant selon les auteurs. Aux fins du présent document, ils sont utilisés dans les acceptions spécifiques suivantes, qui visent à faire ressortir leurs liens avec les concepts des droits de l'homme et de la démocratie.

Qu'est-ce que la radicalisation ?

Une personne radicale est une personne qui milite en faveur d'un changement fondamental et draconien dans un système social ou politique, ou d'une restructuration tout aussi profonde d'un tel système. Ainsi, le terme « radicalisation » renvoie non seulement aux personnes qui ont recours à la violence pour tenter de mener à bien une réforme d'envergure, mais aussi à celles qui proposent d'employer des moyens légitimes et pacifiques pour ce faire. Toutefois, nous nous concentrerons uniquement sur les personnes radicales qui militent ou utilisent l'extrémisme violent ou le terrorisme pour tenter d'opérer un changement social ou politique. Aussi, aux fins du présent document, la « radicalisation » désigne le processus amenant un individu à soutenir, défendre, faciliter ou utiliser l'extrémisme violent ou le terrorisme pour entraîner un changement d'ordre social ou politique.

Qu'est-ce que l'extrémisme ?

Du point de vue des droits de l'homme, le terme « extrémisme » peut renvoyer à toute position qui s'écarte considérablement des normes générales prévalant au sein d'une société, qui repose sur des croyances très peu conventionnelles et contraires à celles de la société dominante, ou qui est démesurée dans les objectifs qu'elle cherche à atteindre ou les moyens qu'elle préconise d'employer pour ce faire. Par conséquent, si le comportement associé à une position extrémiste ne porte pas atteinte ou ne nuit pas aux droits de l'homme d'autrui, ou qu'il ne vise pas à introduire un changement social ou politique non démocratique, alors cette position doit être respectée. En vertu de la Convention européenne des droits de l'homme, les individus qui adoptent une position extrémiste ont le droit, au même titre que n'importe qui d'autre, à la liberté de pensée, de conscience et de religion, à la liberté d'expression et à la protection contre la discrimination, aussi singulière ou étrange que leur position puisse sembler aux autres.

Cependant, lorsqu'un individu adopte une position extrémiste qui sape, menace ou viole les droits de l'homme et les libertés d'autrui, qui implique des méthodes non démocratiques ou vise à introduire un changement social ou politique non démocratique, il doit se voir imposer des restrictions. Ces restrictions doivent être prescrites par la loi, nécessaires pour protéger les autres au sein d'une société démocratique, et proportionnelles à cette nécessité.

Qu'est-ce que l'extrémisme violent ?

L'expression « extrémisme violent » désigne une position extrémiste qui soutient, préconise ou utilise la violence. L'extrémisme violent ne poursuit pas nécessairement un objectif social ou politique transparent. Par exemple, il peut être utilisé pour exprimer de la haine envers les membres d'un groupe racial, ethnique, national, religieux ou d'un autre groupe culturel auxquels la violence est infligée directement, sans autre objectif explicite à l'esprit. Toutefois, de nombreux extrémistes violents ont effectivement un objectif social ou politique sous-jacent, qu'ils essayent d'atteindre en ayant recours à la violence.

L'exercice de la violence à l'égard d'autrui constitue l'acte le plus profondément antidémocratique et la violation ultime de la dignité et des droits des personnes concernées. Toute société démocratique doit s'opposer à l'extrémisme violent et prévenir ce phénomène.

Qu'est-ce que le terrorisme ?

Le terrorisme est un phénomène plus complexe que l'extrémisme violent : c'est une forme particulière d'extrémisme violent qui consiste à répandre la terreur pour atteindre des objectifs politiques. Ainsi, il peut être défini comme une action violente, ou la menace d'une action violente, exercée sans aucune contrainte juridique ou morale afin de susciter la peur, l'effroi, l'angoisse ou la terreur au sein d'une population. Les terroristes choisissent leurs victimes immédiates soit au hasard, soit de façon sélective parmi la population cible afin de générer un message politique fondé sur la menace. Ce message est conçu pour manipuler son destinataire (le gouvernement, le public ou une partie du public) et pour intimider, démoraliser, déstabiliser, diviser, provoquer ou contraindre ce public dans l'espoir de profiter du sentiment d'insécurité engendré par les actes commis pour obtenir un résultat souhaité par l'auteur de ces actes.

Au fil du temps, le terrorisme a été employé par de nombreux types d'acteurs différents, y compris des acteurs individuels et des acteurs infraétatiques, étatiques, parrainés par des États et transnationaux (le terrorisme d'État a été utilisé dans des guerres de conquête et pour soumettre des populations et des oppositions).

Raisons du recours à l'extrémisme violent et au terrorisme

L'extrémisme violent et le terrorisme ont été utilisés pour défendre de nombreuses causes radicales différentes selon les périodes. Ces deux phénomènes ne sont donc pas associés à une cause unique, et ils ne sont pas nouveaux : ils ont marqué toute l'histoire des sociétés européennes.

Ce document traite de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent et du terrorisme en général, indépendamment de la cause spécifique défendue.

Variabilité du processus de radicalisation

Les études menées sur le processus de radicalisation montrent qu'il n'existe pas de parcours unique suivi par tous les individus radicalisés pour arriver à l'extrémisme violent ou au terrorisme, pas plus que de profil psychologique ou d'ensemble de caractéristiques démographiques uniques communs à tous ces individus. En réalité, les individus radicalisés qui se tournent vers l'extrémisme violent ou le terrorisme présentent une grande variété d'origines sociales et de motivations personnelles, et ils sont soumis à diverses circonstances qui soit les poussent vers ce chemin, soit les en détournent. En outre, un ensemble de conditions susceptibles d'amener un individu à se radicaliser peut s'appliquer à l'identique à de nombreuses autres personnes qui, elles, ne se radicaliseront pas.

Par ailleurs, la radicalisation n'est pas nécessairement un processus linéaire et direct supposant un engagement progressif et de plus en plus profond envers l'extrémisme violent ou le terrorisme, dont l'apogée serait la conversion à la cause violente. En fait, certains individus suivent un chemin plus fluide et plus complexe, avec des incursions dans l'extrémisme violent en fonction des environnements et des personnes spécifiques qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne.

De plus, tous les individus qui finissent par adopter un point de vue fondé sur l'extrémisme violent ou le terrorisme n'envisagent pas nécessairement de commettre des actes violents eux-mêmes : ceux qui ont épousé une cause extrémiste violente ou terroriste peuvent s'impliquer à différents niveaux dans cette cause ou présenter des degrés divers d'engagement envers elle. Certains peuvent être prêts et disposés à utiliser la violence, tandis que d'autres peuvent ne vouloir qu'assister à son utilisation (en fournissant des fonds ou des biens à ceux qui commettent de tels actes), et d'autres encore peuvent appeler à son utilisation sans vouloir ni y participer eux-mêmes ni y assister. Comme tous les autres groupes sociaux, les groupes extrémistes violents et terroristes sont donc généralement marqués par une grande diversité interne. Cela dit, il est important de souligner que le fait d'apporter un soutien

aux groupes extrémistes violents ou terroristes entraîne les mêmes conséquences morales et juridiques que le fait de commettre des actes de violence soi-même.

Conditions pouvant mener à la radicalisation

Les études ont montré que les conditions pouvant conduire à la radicalisation sont nombreuses. Elles peuvent être divisées en deux grandes catégories : les facteurs de prédisposition et les conditions propices. Il convient de garder à l'esprit, lors de la lecture des paragraphes ci-dessous, que les sous-ensembles de conditions qui entrent en jeu varient selon les individus, qu'à elle seule, aucune condition n'est susceptible de conduire à la radicalisation et que, même dans les cas où un sous-ensemble important de conditions s'applique, l'individu concerné ne bascule pas nécessairement dans l'extrémisme violent ou le terrorisme, en particulier s'il est doté des compétences qui confèrent un certain hermétisme à la propagande et au discours vantant ces phénomènes.

Les paragraphes ci-dessous sont tous fondés sur des éléments issus de la littérature de recherche. Les lecteurs qui souhaitent en apprendre davantage sur ces diverses conditions sont invités à consulter la liste des sources figurant dans la section « Lectures complémentaires » à la fin du présent document.

Facteurs de prédisposition

La radicalisation peut résulter d'un ou de plusieurs des facteurs décrits ci-dessous, qui relèvent du domaine personnel, social ou politique (l'ordre de présentation choisi ici n'ayant aucune signification particulière).

Un milieu familial problématique

Certains individus grandissent dans des familles marquées par des relations conflictuelles ou par la violence domestique, ou dans lesquelles les parents consomment de la drogue, sont atteints de maladie(s) mentale(s) ou ont des comportements abusifs envers leurs enfants. Un individu issu d'une famille marquée par l'un ou plusieurs de ces problèmes n'aura probablement pas été accompagné de façon appropriée sur les plans intellectuel, émotionnel et comportemental pendant l'enfance et l'adolescence. Il aura sûrement été relativement livré à lui-même et soumis, de façon épisodique, à une discipline sévère. Les individus ayant grandi dans de tels contextes sont plus susceptibles de connaître l'échec scolaire, de sombrer dans la délinquance et d'avoir des prédispositions à la violence et aux comportements agressifs.

Perte de contact avec les autres/la société

La perte de contact avec les parents et les autres membres de la famille, ou le fait de s'éloigner des pairs, de se sentir isolé des autres, le sentiment de n'appartenir à aucun groupe social et l'éloignement de la société en général sont autant de facteurs qui peuvent engendrer une insécurité émotionnelle et un sentiment de vulnérabilité et de solitude. Les personnes socialement isolées sont exposées au risque de la radicalisation car l'appartenance à un groupe extrémiste apporte immédiatement les liens d'amitié et de camaraderie dont elles peuvent manquer.

Troubles de l'identité personnelle

Certaines personnes peuvent avoir une personnalité diffuse, troublée, incertaine ou instable, ne sachant pas très bien comment se décrire ou se définir et s'interrogeant sur le sens de leur existence, sur ce qui les intéresse vraiment, ou sur les ambitions qu'elles devraient avoir pour l'avenir. Ces questions peuvent se poser à tout moment et ne concerner que quelques aspects de l'identité ; mais elles peuvent aussi être plus générales et concerner de nombreux aspects différents. Ce type de

difficultés identitaires est fréquent à l'adolescence et au début de l'âge adulte, et il peut être associé à un manque de confiance en soi ou à un sentiment d'insécurité ou d'instabilité. Les organisations extrémistes violentes et terroristes apportent un sentiment de certitude et peuvent fournir à leurs membres une forte identité qui repose sur une fidélité sans faille à la cause défendue. Elles peuvent donc être attirantes pour les personnes en proie à un questionnement identitaire.

Un mode de raisonnement simpliste

Les façons de penser et les modes de raisonnement varient considérablement d'une personne à l'autre. Certaines personnes ont un mode de raisonnement très basique, préférant obtenir des réponses uniques, claires et concises à leurs questions, plutôt que des réponses ambiguës ou développées. Elles ont des groupes sociaux une conception simpliste fondée sur l'opposition binaire entre « nous » et « eux », et elles ont tendance à percevoir les autres soit comme des amis, soit comme des ennemis. Elles font des généralisations excessives et ne tiennent pas compte des exceptions et des alternatives, rejettent rapidement les points de vue divergents et sont souvent peu disposées à changer leur façon de penser. Des études ont montré que les personnes employant un mode de raisonnement simpliste optent plus souvent pour la voie du conflit, sont moins susceptibles d'avoir recours à la collaboration et au compromis pour résoudre les litiges, manquent d'empathie envers les personnes qui appartiennent à d'autres groupes sociaux et sont plus susceptibles d'adopter des positions dogmatiques et autoritaires. Ces personnes courraient également plus de risques de soutenir l'extrémisme violent.

Manque d'exposition à des modèles positifs et à des points de vue alternatifs

Certains individus grandissent en ayant trop peu de modèles positifs sous les yeux; ils ne sont confrontés qu'à un éventail limité de points de vue et de perspectives dans leurs environnements quotidiens et ne sont pas exposés, dans leur famille ou à l'école, à l'analyse, à la réflexion ou au dialogue sur les valeurs, les attitudes, ou sur des questions sociales. Le fait d'être en contact avec d'autres personnes qui font preuve de comportements altruistes et respectueux, d'avoir accès à des personnes instruites et d'être exposés à une grande diversité d'idées, d'opinions et de réflexions émises par d'autres personnes ou exprimées dans des textes peut dissuader les individus qui pourraient envisager de se tourner vers l'extrémisme violent d'emprunter ce chemin. Ceux qui n'ont pas la chance de grandir dans un tel contexte courent plus de risques de basculer dans l'extrémisme violent.

Racisme et discrimination

Si les membres du groupe racial, ethnique ou religieux auquel un individu appartient sont continuellement victimes d'actes de racisme, de discrimination et d'hostilité, ou si un individu a souvent été lui-même la cible de harcèlement, d'actes de victimisation ou d'attaques en raison de son appartenance à un groupe racial, ethnique ou religieux particulier, il peut présenter un risque plus élevé de radicalisation. En effet, l'humiliation, le ressentiment et la colère engendrés par les actes de racisme et de discrimination peuvent être de puissantes motivations pour choisir la voie de l'extrémisme violent.

Pauvreté et marginalisation

Le racisme et la discrimination peuvent conduire au chômage ou au sous-emploi, ces situations pouvant à leur tour entraîner la pauvreté, un blocage de la mobilité sociale, une limitation des opportunités socio-économiques et, en fin de compte, l'exclusion et la marginalisation – autant de conditions pouvant prédisposer un individu à la radicalisation. Toutefois, un individu peut également

avoir le sentiment de ne pas avoir de perspectives de mobilité sociale ou de ne bénéficier que d'opportunités limitées même s'il n'est pas victime de racisme ou de discrimination (ce peut être le cas des membres défavorisés d'un groupe majoritaire, par exemple).

Lorsqu'un individu compare sa situation à celles des autres et qu'il se rend compte que ses ressources sont bien plus modestes que ce qu'elles devraient être, qu'il perçoit des obstacles à son entrée dans la société et qu'il n'a aucune perspective d'un avenir positif ou prospère, l'injustice et l'iniquité qu'il ressent alors peuvent générer un large éventail d'émotions, telles que la frustration, la colère ou le ressentiment, qui peuvent déclencher le processus de radicalisation, en particulier si l'individu concerné pense que cette situation personnelle ne peut pas s'améliorer par des moyens légitimes.

Griefs et injustices

Le racisme, la discrimination, la pauvreté et la marginalisation ne sont pas les seuls facteurs susceptibles de déclencher la radicalisation. L'indignation et la colère face à d'autres injustices peuvent aussi être à l'origine de ce phénomène. Par exemple, des griefs à l'encontre de la police ou des médias en raison du parti pris de ces derniers dans le traitement des questions liées aux minorités, la colère résultant de violations des droits de l'homme, l'opposition à la politique étrangère d'un pays et aux agressions que celui-ci commet à l'étranger, ou la colère, voire la haine qu'elles suscitent, et le sentiment qu'il existe « deux poids, deux mesures » dans les politiques gouvernementales peuvent aussi motiver une volonté d'agir contre l'injustice. Les griefs liés aux injustices commises à l'encontre des membres de son propre groupe culturel peuvent être des motivations particulièrement puissantes. Les individus qui ont le sentiment que de sérieuses injustices ont été commises et qui en veulent aux responsables présentent un risque plus élevé de se tourner vers l'extrémisme violent.

Désillusion à l'égard des responsables politiques et de la politique traditionnelle

On constate actuellement une désillusion généralisée à l'égard des processus politiques traditionnels, et les partis politiques sont souvent considérés comme étant dominés par des élites qui sont éloignées des préoccupations et de la vie quotidienne des citoyens. Le sentiment que les responsables des partis traditionnels ne répondent pas aux préoccupations des citoyens, ou que les mesures qu'ils prennent ne sont pas suffisantes pour répondre à ces préoccupations de façon significative, peut entraîner de la méfiance à leur égard, ainsi qu'une insatisfaction quant au système politique; celles-ci peuvent, à leur tour, engendrer des sentiments de frustration et d'impuissance, et un rejet des normes démocratiques défendues par les autres, et aboutir au recours à d'autres modes d'action, parmi lesquels l'extrémisme violent.

Désillusion à l'égard des formes démocratiques de citoyenneté participative

Les individus peuvent aussi ressentir une certaine déception ou désillusion à l'égard des formes démocratiques de participation citoyenne. Ils peuvent, par exemple, avoir le sentiment que les voies institutionnelles censées leur permettre d'exprimer leur point de vue sont inefficaces et qu'ils n'ont en fait aucun moyen d'influer de façon significative sur la politique publique. Il peut s'ensuivre un sentiment d'impuissance, les individus concernés ne voyant pas l'intérêt de participer à l'action politique traditionnelle (en votant ou en écrivant à un élu, par exemple) ou à des formes alternatives pacifiques d'action politique (en participant à des manifestations ou en signant des pétitions, par exemple). Dans un tel contexte, l'appartenance à un groupe extrémiste violent peut donner le sentiment d'avoir les moyens d'agir – un sentiment qui ne peut être atteint d'aucune autre manière.

Conditions propices

Lorsqu'un individu suit une trajectoire personnelle qui le mène vers la radicalisation en raison de son exposition à un ou à plusieurs des facteurs de prédisposition ci-dessus, il peut s'orienter vers l'extrémisme violent ou le terrorisme s'il est soumis à une ou plusieurs conditions propices à ces phénomènes. Elles impliquent généralement l'exposition à une idéologie qui justifie le recours à la violence.

Exposition à l'idéologie de l'extrémisme violent par l'intermédiaire d'un groupe social qui apporte un sentiment d'appartenance à une communauté

Un individu peut se faire des amis et se sentir accepté par des pairs lorsqu'il fréquente des personnes qui partagent des points de vue similaires aux siens (des membres de la famille, d'une communauté locale ou d'un groupe religieux, ou encore d'un groupe de personnes désabusées et marginalisées, par exemple). Les amitiés qui se nouent au sein d'un groupe extrémiste violent peuvent procurer un sentiment d'appartenance et compenser les effets de l'aliénation sociale. La radicalisation par cette voie peut se produire dans des « lieux de vulnérabilité », tels que les lieux de prosélytisme religieux, les prisons ou d'autres contextes qui échappent à la surveillance des autorités, où les nouveaux arrivants peuvent se sentir déconcertés, troublés, inquiets ou anxieux. Parfois, les chefs de groupe ou les figures charismatiques participent à l'accueil et à l'intégration des nouveaux venus dans le groupe. Autrement, quelques membres du groupe peuvent faire office de guides au début et faire en sorte de renforcer l'engagement de l'individu, faciliter son entrée dans le groupe et lui présenter les idées et croyances extrémistes violentes qu'il défend. Un nouvel arrivant peut être très réceptif à ces idées s'il a déjà les mêmes griefs que les autres membres du groupe et s'il s'identifie à ceux qui sont perçus comme victimes.

Exposition à l'idéologie de l'extrémisme violent par le biais d'internet ou de matériels écrits

La radicalisation peut aussi résulter de l'exposition à l'idéologie extrémiste violente par le biais d'internet, de tracts ou d'autres matériels écrits. Un individu est réceptif à l'idéologie rencontrée sur internet si celle-ci l'aide à donner un sens à ses griefs ou à ses expériences personnelles du monde social ou politique. En général, les idéologies extrémistes violentes légitiment la position qu'elles défendent en exagérant les différences entre le groupe extrémiste et les personnes ciblées par les actes de violence, à l'aide d'un raisonnement du type « nous » contre « eux ». Naturellement, le contenu spécifique de l'idéologie varie selon les groupes extrémistes, mais les idéologies extrémistes les plus violentes encouragent vivement l'usage de la violence, qu'elles décrivent comme une pratique honorable et prestigieuse. Cette pratique est généralement justifiée par un argumentaire fondé sur la notion d'oppression qui affirme que « nous » sommes attaqués par « eux », ce qui ne laisse d'autre choix que de répondre par la violence – celle-ci étant présentée comme un moyen nécessaire et efficace pour atteindre les objectifs du groupe. Ainsi, l'idéologie construit une identité collective fondée sur le récit d'une lutte violente et présente la violence comme un moyen de défense. Cette justification redéfinit les notions de « bien » et de « mal », ce qui peut contribuer à lever les inhibitions morales qu'un individu pourrait avoir à prôner ou à utiliser la violence. En outre, les idéologies extrémistes violentes déshumanisent souvent les cibles de la violence, les comparant à des animaux, ce qui réduit encore davantage les scrupules moraux que les membres du groupe pourraient avoir en ce qui concerne l'utilisation de telles méthodes.

Certains groupes extrémistes violents et terroristes sont devenus extrêmement habiles dans l'art d'utiliser internet pour diffuser leurs idéologies. La Toile offre en effet de nombreux avantages à ces groupes : elle est facile d'accès, coûte peu cher, est peu contrôlée, permet de conserver l'anonymat, de diffuser rapidement l'information, d'instaurer une certaine interactivité et de toucher un public

potentiel très large. Elle est également très souple, en ceci que, dès qu'un message de propagande est supprimé d'un site par les autorités, il peut être immédiatement republié sur un autre site.

Exposition à l'idéologie extrémiste violente qui répond à d'autres besoins psychologiques fondamentaux de l'individu

Les idéologies extrémistes violentes ou terroristes peuvent aussi attirer certaines personnes parce qu'elles répondent à d'autres besoins psychologiques fondamentaux. Elles peuvent ainsi apporter une orientation psychologique claire et motivante et procurer le sentiment d'être utile pouvant faire défaut aux personnes qui sont confrontées à des problèmes identitaires, qui ne savent pas très bien qui elles sont, qui ressentent une certaine insécurité ou qui doutent d'elles-mêmes, par exemple. Elles peuvent aussi leur apporter un sentiment de contrôle et d'autonomisation, ainsi qu'une certaine estime d'elles-mêmes. L'engagement envers une idéologie particulière peut être d'autant plus fort si les individus concernés pensent que le fait de diffuser un discours et de commettre des actes radicaux, provocants ou violents leur confère un certain prestige dans leur milieu social.

Exposition à l'idéologie extrémiste violente qui déclenche un (r)éveil moral, religieux ou politique

Il a également été constaté que la radicalisation se produisait parfois à la suite d'une exposition à des idéologies qui engendrent un (r)éveil moral, religieux ou politique. Ce peut être le cas si l'idéologie présente le fait de prendre les armes pour défendre un peuple victime auquel l'individu s'identifie comme un devoir moral ou sacré. Parfois, il peut s'agir d'un réveil, c'est-à-dire que l'exposition peut simplement venir stimuler un engagement religieux préexistant et entraîner une observance religieuse de plus en plus stricte ; dans d'autres cas, l'éveil peut se traduire par une conversion, c'est-à-dire par le passage de l'absence totale de croyances à l'adoption d'un ensemble très strict et rigoureux de croyances ou de convictions. S'il est avéré que ce type de processus a joué un rôle clé dans la radicalisation de certains extrémistes et terroristes violents, de nombreux autres individus connaissent des (r)éveils moraux, religieux ou politiques très similaires sans se radicaliser pour autant, et l'on ne sait pas très bien pourquoi certains individus tombent alors dans l'extrémisme violent ou le terrorisme et pas d'autres.

Exposition à la propagande extrémiste violente qui offre la perspective de l'aventure, de l'excitation et de l'héroïsme

Enfin, les jeunes hommes, en particulier, peuvent se radicaliser à la suite d'une exposition à des idéologies qui proposent une « carotte émotionnelle » en leur offrant la perspective de l'héroïsme et de l'aventure, de l'excitation, du risque, du frisson et du danger. C'est précisément par ce type de sensations que peuvent être attirés les jeunes hommes qui sont en train de développer et d'explorer leur propre masculinité. Des études ont montré que, souvent, la propagande terroriste joue directement sur cette attirance en présentant les camps d'entraînement terroristes comme des lieux semblables à des parcs d'aventures en plein air, où les jeunes peuvent vivre des sensations fortes et réaliser leurs fantasmes de gloire et d'héroïsme. Certains groupes extrémistes et terroristes violents sont passés maîtres dans l'art d'adapter leurs matériels et vidéos en ligne à un jeune public. En effet, leurs techniques de montage vidéo peuvent être empruntées à la télévision et au cinéma grand public, la violence représentée est parfois scénarisée et mise en scène, et le théâtre de la guerre peut être maquillé de sorte à ressembler à un « espace de jeu ». L'emploi de ces méthodes sophistiquées rend les vidéos en ligne plus attirantes pour les jeunes – et pas seulement les hommes : certaines jeunes femmes peuvent aussi être attirées par l'idée de vivre des aventures excitantes (par exemple, par

l'idée de voyager dans un autre pays pour soutenir des combattants héroïques sur la ligne de front, ou pour mener une vie spirituelle fondée sur l'abnégation dans un califat).

Naturellement, les catégories précédentes de conditions propices ne s'excluent pas mutuellement, et il est même extrêmement probable que plusieurs d'entre elles entrent simultanément en jeu dans chaque cas individuel : un individu peut se radicaliser en étant exposé à des messages de propagande conçus pour répondre à un grand nombre de ses besoins en même temps. Par exemple, à lui seul, un message de propagande peut apporter au récepteur à la fois un sentiment d'appartenance, des explications qui l'aident à interpréter ses griefs politiques, le sentiment d'avoir un objectif et d'avoir les moyens d'agir pour l'atteindre, ainsi que l'estime de soi, tout en présentant l'attrait de l'aventure, de l'excitation et de l'héroïsme.

En outre, il convient de souligner une fois de plus que les individus se radicalisent rarement sous l'action d'un seul facteur de prédisposition ou d'une condition propice unique. Au contraire, la radicalisation résulte plus souvent d'une combinaison de plusieurs conditions qui s'imbriquent de manière différente et parfois complexe selon les caractéristiques spécifiques de l'individu concerné. De plus, les sous-ensembles de conditions qui entrent en jeu varient selon les personnes. Cependant, celles-ci peuvent être dotées de ressources internes qui leur confèrent une certaine résilience face à ces conditions. Dans de tels cas, la radicalisation n'a pas lieu, même si le sous-ensemble de conditions qui s'applique est conséquent. Le Cadre propose une méthode pour renforcer la résilience des individus face aux facteurs de prédisposition et aux conditions propices à la radicalisation.

Bien que le niveau d'analyse adopté dans le présent document soit celui de l'individu (car c'est à ce niveau que le Cadre peut être utilisé pour renforcer la résilience des apprenants), il ne faut pas oublier que les structures institutionnelles, les inégalités, la discrimination, le racisme et la pauvreté en général sont des facteurs importants dans la mesure où ils favorisent les conditions qui mènent à la radicalisation, en particulier lorsque les structures institutionnelles ne parviennent pas à résoudre les problèmes liés aux inégalités et à la pauvreté, lorsqu'elles sont partiales et excluent de ce fait les personnes défavorisées, ou lorsqu'elles ciblent des groupes minoritaires spécifiques de manière discriminatoire et injuste. En d'autres termes, les structures institutionnelles elles-mêmes peuvent contribuer à la marginalisation des individus, à leur sentiment d'aliénation, et donc à leur radicalisation.

Résilience face à la radicalisation

La notion de résilience

Le terme « résilience » renvoie aux situations où, après avoir connu des désavantages importants ou des conditions défavorables, des individus se développent normalement ou « fonctionnent » de manière efficace malgré tout. La résilience humaine est une réaction courante car bon nombre d'individus parviennent à trouver des stratégies pour faire face aux conditions auxquelles ils sont soumis, même lorsque celles-ci sont très défavorables ; des résultats socialement souhaitables sont donc souvent atteints en dépit d'une adversité sévère. En revanche, lorsque les individus ne trouvent pas de stratégies appropriées, des résultats négatifs ou socialement indésirables se produisent. Ce peut être le cas lorsque les conditions sont particulièrement hostiles, lorsque les personnes concernées manquent de soutien de la part de leur entourage, ou qu'elles ne sont pas dotées des ressources psychologiques nécessaires pour trouver des stratégies appropriées pour affronter l'adversité.

Renforcer la résilience face à la radicalisation

On peut donc parler de « résilience face à la radicalisation » lorsque des personnes sont soumises à un ou plusieurs des facteurs de prédisposition ou conditions propices à la radicalisation mais ne basculent pas dans l'extrémisme violent ni dans le terrorisme. Des études ont montré que la capacité de résilience face à la radicalisation pouvait être renforcée par le biais de nombreuses actions différentes, dont voici quelques exemples.

Démystifier l'extrémisme violent et le terrorisme

L'extrémisme violent et le terrorisme peuvent être démystifiés en dissipant leur dimension mystique et en expliquant les réalités concrètes de l'appartenance à une organisation extrémiste violente ou terroriste. Pour cela, on peut attirer l'attention sur le fait que ces organisations manipulent leurs membres, déforment la vérité, propagent des mensonges et incitent leurs membres à commettre des actes violents, ainsi que sur les effets que leur appartenance à une telle organisation a sur la vie quotidienne des recrues et sur leurs relations avec leur famille et leurs amis. Cependant, le fait d'exposer les dures réalités de l'extrémisme violent et du terrorisme aux individus peut être insuffisant pour renforcer la résilience face à l'idéologie et à la propagande appelant à la radicalisation ; il faut également que les individus concernés mènent une réflexion critique sur la manière dont leur engagement dans l'extrémisme violent et le terrorisme changerait fondamentalement leur propre vie et impacterait celle de leurs proches s'ils devaient suivre ce chemin.

Déconstruire les discours extrémistes violents et diffuser un contre-discours

La résilience peut aussi être développée par la déconstruction des discours simplistes fondés sur l'opposition entre « nous » et « eux », typiques des organisations extrémistes violentes et terroristes, et en diffusant des contre-discours portant en particulier sur les griefs et les injustices qui motivent souvent l'adhésion à de telles organisations. Ces contre-discours doivent reposer sur des contre-arguments puissants à l'encontre des idées extrémistes, expliquer pourquoi ces idées sont fausses et, si nécessaire, les réfuter au moyen de solides éléments théologiques. Étant donné que les organismes publics et les figures d'autorité suscitent une certaine méfiance, ces discours ont beaucoup plus de chances d'être efficaces s'ils sont prononcés par des responsables communautaires respectés, de confiance et perçus comme indépendants du gouvernement et de l'État.

Former à l'utilisation d'un mode de raisonnement plus complexe

Comme cela a été souligné précédemment, les individus qui adhèrent à l'extrémisme violent ont pour caractéristique commune d'employer un mode de raisonnement simpliste. Ils préfèrent généralement obtenir des réponses simples à leurs questions, plutôt que des réponses ambiguës ou développées, ont tendance à faire des généralisations excessives et à rejeter les points de vue alternatifs ou divergents. Des études ont montré qu'il est possible d'amener ces individus à utiliser un mode de raisonnement plus complexe. Pour ce faire, on peut par exemple demander aux participants d'identifier plusieurs points de vue sur une question donnée, puis de réfléchir aux valeurs qui soutiennent les différents points de vue identifiés (parmi lesquels peuvent figurer des points de vue extrémistes violents) et, enfin, de construire un cadre général qui explique les raisons pour lesquelles les gens ont de nombreuses opinions différentes sur cette question. Il a été constaté que ce genre d'exercice pouvait contribuer de façon significative à complexifier le raisonnement sur des questions sociales. Pour porter ses fruits, ce type d'enseignement ne doit pas être imposé ; il doit permettre aux individus de développer leur réflexion personnelle de façon indépendante et les encourager à collecter eux-mêmes des informations, à être ouverts à un large éventail de points de vue et à étudier ces points de vue en les évaluant de façon critique, ainsi qu'à tolérer et à accepter l'absence de réponses claires, nettes et précises aux questions sociales et politiques complexes.

Former à l'identification et à la déconstruction de la propagande

La capacité de résilience face à la radicalisation peut aussi être développée en renforçant l'enseignement spécifique sur la manière de reconnaître et de déconstruire la propagande politique et idéologique. La déconstruction de tels messages exige des aptitudes permettant d'accéder à d'autres sources d'information indépendantes et de les évaluer, en particulier celles qui présentent des discours alternatifs par rapport à ceux que répand la propagande. En outre, chaque personne doit être en mesure de déconstruire les motivations et les intentions des auteurs des messages de propagande, ce qui, en conséquence, suppose de comprendre et d'interpréter le contexte politique et social plus large dans lequel ces messages ont été conçus. Enfin, chaque personne doit aussi être capable de mettre en relation les résultats de l'analyse de façon cohérente pour évaluer la propagande qu'elle examine. La sensibilisation des apprenants à la propagande est un moyen de transmettre ces importantes compétences.

Former à la culture numérique

Comme cela a été mentionné précédemment, internet est une source d'information et un outil de propagande de choix pour les organisations extrémistes violentes et terroristes, qui s'en servent également pour communiquer directement avec des recrues potentielles. La Toile peut leur servir de caisse de résonance, réaffirmant et amplifiant leurs croyances. Aussi la formation à la culture numérique est-elle fondamentale pour permettre aux individus de saisir non seulement la signification littérale des matériels qu'ils rencontrent sur internet, mais aussi les objectifs de communication visés par ces matériels. En outre, ils doivent être dotés de compétences permettant de détecter les faux articles d'actualité circulant sur internet (par exemple, en regardant qui en est l'auteur, en vérifiant si les sources d'information citées dans l'article soutiennent réellement les opinions exprimées, en recherchant d'autres sources d'information indépendantes allant dans le même sens que l'article, en vérifiant les dates des photos qui l'illustrent, etc.).

Les individus doivent aussi posséder les compétences leur permettant de détecter les techniques de manipulation en ligne utilisées par les organisations extrémistes violentes et terroristes. Celles-ci impliquent souvent l'utilisation d'un langage graphique et d'images pour générer un fort sentiment de colère chez les récepteurs des messages, et la présentation d'informations soigneusement adaptées, délibérément conçues pour répondre aux besoins personnels des recrues potentielles (leur besoin de sentiment d'appartenance, d'estime de soi, de statut social ou d'aventure, par exemple). Le processus de manipulation en ligne passe généralement par des communications interactives qui se déroulent dans des forums de discussion (chat rooms) ou sur les réseaux sociaux et qui permettent à l'organisation d'évaluer les recrues potentielles et d'adapter ses propos au fur et à mesure, de manière à sembler chaque fois plus attrayante à leurs yeux et à les attirer progressivement. Ainsi, la formation à la culture numérique est essentielle pour doter les individus des compétences nécessaires pour traiter de manière appropriée les matériels et propos des organisations extrémistes violentes et terroristes qu'ils sont susceptibles de rencontrer en ligne.

Former à l'utilisation de moyens démocratiques pour l'expression des opinions politiques

Pour renforcer la résilience des individus face à la radicalisation, on peut aussi les former à l'étude des questions sociales et politiques complexes, à l'utilisation de moyens démocratiques non violents pour l'expression d'opinions, de frustrations et de griefs politiques, et à la manière de s'organiser politiquement et d'agir pour améliorer la société. Souvent, les griefs exposés par les jeunes (concernant des atteintes aux droits de l'homme, des violations du droit international par certains

pays ou l'inaction face à des politiques manifestement discriminatoires, par exemple) sont fondés, et ils doivent apprendre à étudier de façon critique et à comprendre les questions en jeu, puis à mener des actions politiques significatives dans ces domaines. L'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme (ECD/EDH) ont un rôle fondamental à jouer pour renforcer les compétences nécessaires à cette fin.

Les jeunes n'ont pas toujours conscience de toutes les options qui s'offrent à eux pour faire connaître leurs opinions aux personnes qui sont au pouvoir. Outre voter et écrire aux élus, ils peuvent aussi participer à des manifestations et à des marches pacifiques, signer des pétitions, contacter les médias, rédiger des articles ou tenir des blogs pour le compte de médias, créer eux-mêmes un nouveau groupe de campagne, utiliser les réseaux sociaux pour défendre des causes politiques, s'associer à des groupes de pression politique et à des organisations militantes, ou encore participer à des activités de financement à des fins politiques, par exemple. En outre, les individus qui se sentent concernés par une question ou une cause sociale particulières peuvent créer des groupes d'action communautaires, s'engager dans le bénévolat, participer à des activités de collecte de fonds ou à d'autres activités pour le compte d'une organisation politique, d'une association communautaire ou d'une ONG, donner des biens ou de son temps personnel à des organismes de bienfaisance, s'engager dans la défense du consommateur en boycottant ou en privilégiant certains produits, etc. Bref, il existe un très large éventail de possibilités pour exprimer des points de vue politiques, pour défendre des causes politiques et sociétales, et pour satisfaire l'envie des individus de contribuer aux actions. D'autres possibilités encore s'offrent aux personnes qui se sentent concernées par des questions se posant à l'étranger, comme la participation aux activités d'organismes de bienfaisance internationaux et d'ONG (organisations internationales non gouvernementales), ce qui peut en outre être l'occasion de voyager et de faire du bénévolat dans d'autres pays. En résumé, l'ECD et l'EDH peuvent servir de vecteurs pour transmettre aux individus un large éventail de compétences nécessaires pour contribuer à la vie politique et agir dans ce domaine en utilisant des moyens démocratiques pacifiques.

Utilité du Cadre pour renforcer la résilience face à la radicalisation

Parmi les méthodes décrites ci-dessus, toutes celles qui se sont avérées efficaces pour renforcer la capacité de résilience face à la radicalisation visent à développer les compétences des individus de sorte que ces derniers soient en mesure de se protéger contre les facteurs de prédisposition et les conditions propices à la radicalisation. Le renforcement de ces compétences et de cette capacité permet de réduire au minimum le risque que l'exposition à ces conditions n'entraîne des conséquences négatives, et de favoriser l'obtention de résultats positifs socialement désirables à la place.

Compétences ciblées par ces méthodes

Chacune des méthodes décrites ci-dessus cible des compétences spécifiques. Ainsi, la démystification de l'extrémisme violent et du terrorisme vise à la connaissance et à la compréhension de ce qu'impliquent ces phénomènes et stimule chez les individus la réflexion critique sur eux-mêmes et sur ce que l'engagement dans de telles organisations signifierait pour leurs relations personnelles, leurs relations familiales et leur vie future. La déconstruction des discours extrémistes violents et la diffusion de contre-discours ont pour objectif d'inciter les individus à analyser et à évaluer de façon critique les discours simplistes fondés sur l'opposition entre « nous » et « eux », et à être ouverts aux discours alternatifs et aux explications concernant les questions sociales et politiques. La formation des individus à l'utilisation de modes de raisonnement plus complexes suppose de les aider à développer leur propre réflexion indépendante en collectant eux-mêmes des informations, en étant ouverts à une grande diversité de points de vue, en étudiant ces points de vue et en les soumettant à

une évaluation critique, ainsi qu'en développant leur tolérance de l'ambiguïté à l'égard des questions sociales et politiques complexes (c'est-à-dire en acceptant l'absence de réponses claires et précises).

La formation à l'identification et à la déconstruction de la propagande dote les individus d'aptitudes leur permettant d'analyser et d'évaluer les messages de propagande de façon critique, et d'accéder par eux-mêmes à d'autres sources d'information. Elle renforce également leur compétence à comprendre les messages diffusés dans les médias (en particulier les motivations, les intentions et les objectifs sous-jacents des auteurs de ces messages), les stratégies de communication employées par leurs auteurs, ainsi que les contextes politique et social dans lesquels ils sont produits. De la même manière, la formation à la culture numérique encourage et favorise le développement d'un large éventail de compétences, notamment la capacité à comprendre les intentions de communication de ceux qui publient des matériels sur internet, à analyser et à évaluer le contenu de ces matériels, à accéder à d'autres sources d'information indépendantes et à comprendre le langage et les processus de communication utilisés en ligne.

Enfin, la formation à l'utilisation de moyens démocratiques pour l'expression d'opinions politiques personnelles vise à transmettre aux individus les compétences nécessaires pour connaître et comprendre les processus démocratiques et la loi, ainsi que le fonctionnement de la communication (c'est-à-dire la manière dont celle-ci est ciblée et adaptée au public visé), sans oublier les aptitudes dont ces personnes ont besoin pour adapter leur propre communication de façon appropriée. Dans l'idéal, cette formation devrait également doter les individus d'aptitudes pour coopérer et résoudre des conflits (afin qu'ils puissent mener des actions démocratiques aux côtés d'autres citoyens), d'un sens du civisme (pour qu'ils soient enclins à agir de façon démocratique) et du sens des responsabilités (pour qu'ils agissent de façon responsable uniquement) ; elle devrait enfin leur apporter un sentiment d'efficacité personnelle (de sorte qu'ils aient le sentiment que leurs objectifs peuvent être atteints, au moins en partie, par le biais d'une action démocratique).

En résumé, les méthodes qui permettent effectivement de renforcer la résilience face à la radicalisation sont celles qui développent les compétences spécifiques suivantes :

- connaissance et compréhension critique de l'extrémisme violent et du terrorisme;
- connaissance et compréhension critique de soi-même;
- capacités d'analyse et de réflexion critique ;
- ouverture aux convictions et visions du monde différentes ;
- aptitudes pour un apprentissage en autonomie;
- tolérance de l'ambiguïté;
- connaissance et compréhension critique des médias;
- connaissance et compréhension critique de la politique et du droit ;
- connaissance et compréhension critique de la langue et de la communication;
- aptitudes linguistiques et dans le domaine des langues et de la communication;
- aptitudes en matière de coopération;
- aptitudes pour résoudre des conflits ;
- esprit civique;
- responsabilité;
- sentiment d'efficacité personnelle.

Il convient de souligner que toutes ces compétences, à l'exception de la première, figurent parmi les 20 compétences que le Cadre définit comme nécessaires aux individus pour se comporter en tant que citoyens compétents sur les plans démocratique et interculturel (voir le volume 1 de la présente publication).

La liste ci-dessus englobe un certain nombre d'attitudes, d'aptitudes et d'éléments de connaissance et de compréhension critique, mais aucune valeur. Cependant, les valeurs font partie intégrante du Cadre. En outre, l'ECD et l'EDH visent précisément à doter les apprenants des compétences nécessaires pour valoriser les droits de l'homme, la diversité culturelle, la démocratie et l'État de droit. De fait, la Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme (2010) définit l'ECD comme « l'éducation, la formation, la sensibilisation, l'information, les pratiques et les activités » qui visent à donner aux apprenants « les moyens d'exercer et de défendre leurs droits et leurs responsabilités démocratiques dans la société, d'apprécier la diversité et de jouer un rôle actif dans la vie démocratique, afin de promouvoir et de protéger la démocratie et la primauté du droit ». Elle donne une définition similaire de l'EDH, décrite comme « l'éducation, la formation, la sensibilisation, l'information, les pratiques et les activités » qui visent à donner aux apprenants « les moyens de participer à la construction et à la défense d'une culture universelle des droits de l'homme dans la société, afin de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales ».

L'adoption d'une approche globale de l'école pour favoriser le développement des compétences

D'après des études, les objectifs de l'ECD et de l'EDH sont plus facilement atteints lorsque ces formes d'éducation sont mises en œuvre dans le cadre d'une approche globale de l'école. Ce type d'approche suppose l'intégration des valeurs et des principes de la démocratie et des droits de l'homme dans tous les aspects de la vie scolaire, c'est-à-dire les curriculums, les méthodes et ressources pédagogiques, l'évaluation, la direction de l'établissement, les structures et processus de gouvernance et de prise de décisions, les politiques et codes de conduite, les relations que les membres du personnel entretiennent entre eux et avec les apprenants, les activités extrascolaires et les liens avec la communauté. La mise en œuvre d'une approche globale crée ainsi un environnement d'apprentissage permettant aux apprenants d'étudier, de comprendre et de mettre en pratique les valeurs et principes de la démocratie et des droits de l'homme de façon sûre et pacifique.

La mise en œuvre d'une approche globale aux fins de l'ECD et de l'EDH suppose l'adoption d'un certain nombre de mesures, dont :

- l'adoption d'un esprit d'ouverture dans la salle de classe et dans l'école, pour créer un environnement au sein duquel les apprenants peuvent soulever des questions qui les concernent et discuter de sujets controversés, sont encouragés à exprimer leurs opinions personnelles et à s'écouter les uns les autres, et peuvent étudier une grande diversité de points de vue différents. La classe est ainsi considérée comme un espace sûr, fondé sur l'ouverture, la participation, le respect et l'inclusion, et les apprenants participent à l'élaboration et à la mise en œuvre du règlement, qui prévoit la conduite à adopter si les discussions s'enveniment ou en cas de profond désaccord sur une question ;
- l'adoption, au sein de l'école, d'une éthique respectueuse des droits, qui place les politiques et les pratiques fondées sur les principes des droits de l'homme et le sens des responsabilités au cœur des activités et des approches pédagogiques de l'école, celles-ci s'appliquant à toutes les relations entre les apprenants, les enseignants, les parents et l'équipe dirigeante dans l'école, ainsi qu'aux relations avec la communauté locale et mondiale;
- l'introduction, dans le cadre de l'éducation formelle, de l'obligation pour les apprenants de mener des projets d'action ou d'apprentissage par le service dans leurs communautés. Ainsi, dans un premier temps, ils participent à des activités planifiées qui sont axées sur ce qui a été appris en classe et qui servent les intérêts de leurs communautés. Ensuite, ils sont invités à

mener une réflexion critique sur leur expérience d'apprentissage par le service pour développer leur apprentissage académique, améliorer leur compréhension du contenu du cours, et renforcer leur sens des valeurs personnelles et de la responsabilité civique ;

- la création d'opportunités de participation à la prise de décisions formelles pour les apprenants, tant au sein de l'école que dans la communauté locale, par le biais de conseils des élèves ou d'une représentation au sein de groupes de travail et de groupes politiques, par exemple.

D'autres mesures pouvant être adoptées dans le cadre de la mise en œuvre d'une approche globale sont présentées au document 5 du présent volume (« Les CCD et l'approche globale de l'école »).

De très nombreuses données de recherche permettent désormais d'affirmer que les apprenants qui évoluent au sein d'une classe où règne un esprit d'ouverture, dans un établissement doté d'une éthique fondée sur le respect des droits de l'homme, qui font l'expérience de l'apprentissage par le service et qui participent aux conseils d'établissement sont plus susceptibles :

- d'avoir un niveau élevé de connaissances civiques;
- de défendre les valeurs de la démocratie ;
- de comprendre leurs propres droits, ainsi que leurs obligations envers autrui ;
- de défendre les droits d'autrui ;
- de développer des aptitudes supérieures de réflexion critique et de raisonnement;
- de développer des identités positives et socialement responsables;
- de mener avec leurs pairs une coopération et des relations positives fondées sur l'écoute, le respect et l'empathie;
- d'assumer la responsabilité de leurs propres décisions;
- d'adopter des attitudes positives en ce qui concerne l'inclusion et la diversité dans la société;
- de s'engager sur les questions d'ordre politique et social ;
- de se sentir compétents en tant que citoyens pour lutter contre l'injustice, les inégalités et la pauvreté dans le monde;
- de s'engager, plus tard, dans des activités servant la démocratie.

En d'autres termes, lorsqu'elles sont dispensées dans le cadre d'une approche globale de l'école, l'ECD et l'EDH aident les jeunes à devenir des citoyens instruits, réfléchis, responsables, engagés et autonomes (pour plus d'informations sur les données de recherche étayant cette conclusion, consulter les sources pertinentes présentées dans la section « Lectures complémentaires » à la fin du présent document).

Utilisation du Cadre pour renforcer la capacité de résilience face à la radicalisation

Le Cadre a été conçu comme un outil aussi complet que possible, systématique et cohérent pour mettre en œuvre l'ECD et l'EDH selon une approche globale afin de renforcer les compétences dont les apprenants ont besoin pour défendre et promouvoir la dignité humaine, les droits de l'homme, la diversité culturelle, la démocratie et l'État de droit. Il propose un modèle de compétences, des descripteurs et des orientations concernant le curriculum, la pédagogie et l'évaluation, fournissant ainsi les matériels nécessaires pour une mise en œuvre systématique de l'ECD/EDH dans les systèmes éducatifs formels, de l'enseignement préscolaire à l'enseignement supérieur. En outre, s'il est mis en œuvre de façon appropriée, le Cadre permet aussi de transmettre aux apprenants les compétences conférant une résilience face à la grande diversité de facteurs de prédisposition et de conditions propices à la radicalisation telles que décrites dans ce document.

En fait, le Cadre propose une méthode plus complète et plus systématique pour doter les apprenants des compétences nécessaires à la résilience que n'importe laquelle des six méthodes individuelles exposées plus haut dans la section de ce document intitulée « Résilience face à la radicalisation ». En effet, l'éducation fondée sur le Cadre intègre nécessairement quatre de ces six méthodes (à savoir la formation à l'utilisation d'un mode de raisonnement plus complexe, la formation à l'identification et à la déconstruction de la propagande, la formation à la culture numérique et la formation à l'utilisation de moyens démocratiques), et rien ne s'oppose à ce qu'elle soit complétée et renforcée par l'utilisation des deux autres méthodes (la démystification de l'extrémisme violent et du terrorisme, et la déconstruction des discours extrémistes violents et la diffusion de contre-discours).

Pour résumer, le Cadre présente un système aussi complet que possible pour renforcer la capacité de résilience des jeunes face aux conditions pouvant conduire à la radicalisation. De nombreuses études attestent que les individus possédant les compétences définies dans le Cadre ont la capacité de résister à la très grande diversité des facteurs de prédisposition et des conditions propices à la radicalisation.

Comment atteindre ces objectifs dans la pratique ?

Les personnes qui souhaitent renforcer la capacité de résilience des jeunes face à la radicalisation devraient envisager d'introduire dans le système éducatif formel un curriculum fondé sur les compétences devant permettre de renforcer les 20 compétences définies dans le Cadre. Elles trouveront dans le document 1 du présent volume (« Les CCD et le curriculum ») des orientations sur la manière dont l'instrument peut être utilisé pour effectuer un audit d'un curriculum existant et le réviser ou pour planifier un nouveau curriculum. Pour qu'il puisse être le plus bénéfique possible aux apprenants, ce curriculum fondé sur les compétences doit être mis en œuvre dans le cadre d'une approche globale de l'école. Des explications sur l'adoption d'une telle approche figurent dans le document 5.

Par ailleurs, la mise en œuvre de ce type de curriculum nécessite des méthodes pédagogiques appropriées, et l'évaluation des progrès des apprenants dans l'acquisition des compétences doit se faire à l'aide de méthodes appropriées elles aussi. Des orientations sur ces méthodes sont proposées dans les documents 2 et 3, consacrés à la pédagogie et à l'évaluation, respectivement. En outre, il convient d'adapter l'offre de formation des enseignants afin de garantir que ces derniers possèdent les capacités et l'expertise nécessaires à la mise en œuvre d'un curriculum fondé sur les compétences. On trouvera des orientations à ce sujet dans le document 4 (« Les CCD et la formation des enseignants »).

Ainsi, le Cadre propose un ensemble complet de matériels qui, s'ils sont utilisés pour orienter les politiques et les pratiques éducatives, peuvent permettre aux systèmes éducatifs formels de renforcer la capacité de résilience des apprenants face aux facteurs de radicalisation et aux messages, à la propagande et aux discours extrémistes violents.

Recommandations

Aux décideurs politiques et aux concepteurs de politiques chargés de la gouvernance démocratique, des pouvoirs publics, de l'intégration et de la cohésion sociales, de la police, de la sécurité et de l'éducation

- Examiner, réviser et réformer les systèmes éducatifs formels du pays pour garantir que ceux-ci sont compatibles avec le Cadre et permettent de transmettre aux apprenants les

compétences nécessaires pour renforcer leur résilience face aux facteurs de radicalisation et aux messages extrémistes violents et terroristes.

Aux décideurs politiques et aux concepteurs de politiques chargés de l'éducation

- Veiller à ce qu'une formation conforme aux principes et aux pratiques promus par le Cadre soit prévue pour tous les professionnels de l'éducation, notamment les formateurs d'enseignants, les chefs d'établissement, les enseignants en exercice et les futurs enseignants.
- Veiller à ce que tous les professionnels de l'éducation soient formés de façon adéquate au problème de la radicalisation conduisant à l'extrémisme violent et au terrorisme, ainsi qu'à la manière dont le Cadre peut être utilisé pour lutter contre ces phénomènes.
- Fournir le soutien matériel et les ressources nécessaires à la mise en œuvre du Cadre dans l'ensemble du système éducatif formel du pays.

Aux praticiens de l'éducation, aux agents de police, aux membres des services de sécurité et aux autres acteurs nationaux participant à la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme

- Veiller à bien connaître les principes et les pratiques promus par le Cadre.

Aux décideurs politiques et aux concepteurs de politiques chargés de la gouvernance démocratique, des pouvoirs publics, de l'intégration et de la cohésion sociales, de la police et de la sécurité

- Utiliser le Cadre comme base pour coopérer avec les concepteurs de politiques éducatives en vue de garantir que les politiques relatives à l'intégration et à la cohésion sociales, à la police et à la sécurité ne compromettent pas les objectifs éducatifs du Cadre, ni les méthodes pouvant être utilisées pour favoriser le développement des compétences des apprenants pour une culture de la démocratie (telles que l'introduction d'un esprit d'ouverture dans les salles de classe ou l'adoption d'une éthique fondée sur les droits de l'homme).

Aux décideurs politiques et aux concepteurs de politiques chargés de la gouvernance démocratique, des pouvoirs publics et de l'intégration et de la cohésion sociales

- Faire en sorte que les structures des institutions publiques répondent aux pré-occupations des citoyens et renforcent leur légitimité par le biais d'un dialogue et d'un engagement démocratique solide.
- Prévoir des systèmes et des structures permettant aux apprenants d'avoir leur mot à dire dans les décisions qui les concernent.
- Prendre des mesures pour lutter contre les problèmes plus généraux de la discrimination, de l'exclusion et des inégalités auxquels sont confrontées les populations marginalisées.

Ressources

Conseil de l'Europe (1950), *Convention européenne des droits de l'homme*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, http://www.echr.coe.int/Documents/Convention_FRA.pdf, consulté le 2 juillet 2019.

Conseil de l'Europe (2010), *Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme*, Recommandation CM/Rec(2010)7 et exposé des motifs, Conseil de l'Europe, Strasbourg, <https://rm.coe.int/16803034e4>, consulté le 2 juillet 2019.

Conseil de l'Europe (2016), *Compétences pour une culture de la démocratie : vivre ensemble sur un pied d'égalité dans des sociétés démocratiques et culturellement diverses*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, www.coe.int/competences, consulté le 2 juillet 2019.

Conseil de l'Europe (2016), *Teaching controversial issues*, Conseil de l'Europe, Strasbourg, <https://rm.coe.int/16806948b6>, consulté le 2 juillet 2019.

Conseil de l'Europe (2017), *Cadre de référence des compétences pour une culture de la démocratie* (documents du présent volume consacrés au curriculum, à la pédagogie, à l'évaluation, à la formation des enseignants et à l'approche globale de l'école), Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Nations Unies (1948), *Déclaration universelle des droits de l'homme*, Nations Unies, New York, www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/, consulté le 2 juillet 2019.

Nations Unies (1989), *Convention relative aux droits de l'enfant*, Nations Unies, New York, www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx, consulté le 2 juillet 2019.

Réseau de sensibilisation à la radicalisation (RSR) (2018), Prévenir la radicalisation conduisant au terrorisme et à l'extrémisme violent : approches et méthodes, https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/networks/radicalisation_awareness_network/ran-bestpractices/docs/ran_collectionapproaches_and_practices_fr.pdf.

Unesco (2013), *Media and information literacy: policy and strategy guidelines*, Unesco, Paris, <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002256/225606e.pdf>, consulté le 2 juillet 2019.

Lectures complémentaires

Bartlett J., Birdwell J. et King M. (2010), *The edge of violence*, Demos, Londres, www.demos.co.uk/files/Edge_of_Violence_-_full_-_web.pdf?1291806916, consulté le 30 décembre 2017.

Bonnell J. et al. (2011), *Teaching approaches that help to build resilience to extremism among young people*, Research Report DFE-RR119, Department for Education, Londres, www.gov.uk/government/publications/teaching-approaches-that-help-to-build-resilience-to-extremism-among-young-people, consulté le 9 juillet 2019.

Bouchard M. (ed.) (2015), *Social networks, terrorism and counter-terrorism: radical and connected*, Routledge, Londres.

Briggs R. et Feve S. (2014), *Countering the appeal of extremism online*, Institute for Strategic Dialogue, Londres, www.dhs.gov/sites/default/files/publications/Countering%20the%20Appeal%20of%20Extremism%20Online-ISR%20Report.pdf, consulté le 30 décembre 2017.

Conseil de l'Europe (2015), *Lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation conduisant au terrorisme – Plan d'action*, 19 mai 2015, CM(2015)74, Conseil de l'Europe, Strasbourg, https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016805c358c, consulté le 30 décembre 2017.

Conseil de l'Europe (2016), *Plan d'action sur la construction de sociétés inclusives (2016-2019)*, CM(2016)25, Conseil de l'Europe, Strasbourg, [https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?Reference=CM\(2016\)25](https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?Reference=CM(2016)25), consulté le 30 décembre 2017.

Covell K. (2013), « Children's human rights education as a means to social justice : a case study from England », *Revista Internacional de Educación para la Justicia Social*, vol. 2, no 1, p. 35-48.

Crone M. (2010), *Dynamiker i ekstremistiske miljøer*, DIIS, Copenhague, https://www.diis.dk/b/files/media/publications/import/extra/wp2010-24-dynamikkerekstremistiske_miljoer-web_1.pdf, consulté le 30 décembre 2017.

Davies L. (2008), *Educating against extremism*, Trentham Books, Stoke on Trent.

Davies L. et al. (2015), *Formers and families: transitional journeys in and out of violent extremisms in the UK*, Connect Justice, Birmingham, www.connectjustice.org/UK-Formers-&-Families.pdf, consulté le 30 décembre 2017.

Department for Communities and Local Government (2010), *Preventing support for violent extremism through community interventions: a review of the evidence. Rapid evidence assessment – Full final report*, DCLG, Londres, <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/20120919164935/http://www.communities.gov.uk/documents/com-munities/pdf/1513881.pdf>, consulté le 30 décembre 2017.

Dyer E. et Simcox R. (2013), *Al-Qaeda in the United States: a complete analysis of terrorist offenses*, Henry Jackson Society, Londres.

European Commission's Expert Group on Violent Radicalisation (2008), *Radicalisation processes leading to acts of terrorism*, Commission européenne, Bruxelles.

Hatcher J. A., Bringle R. G. et Hahn T. W. (eds) (2017), *Research on student civic outcomes in service learning : conceptual framework and methods*, Stylus Publishing, Sterling, VA.

Hemmingsen A. S. (2015), An introduction to the Danish approach to countering and preventing extremism and radicalization, DIIS, Copenhagen, http://pure.diis.dk/ws/files/470275/DIIS_Report_2015_15_2_ed.pdf, consulté le 30 décembre 2017.

Hogg M. A., Kruglanski A. et van den Bos K. (eds) (2013), « *Uncertainty and extremism* », *Journal of Social Issues*, vol. 69, no 3, p. 407-613.

Horgan J. (2014), *The psychology of terrorism* (2e édition), Routledge, New York.

Kühle L. et Lindekilde L. (2010), *Radicalization among young Muslims in Aarhus*, Centre for Studies in Islamism and Radicalisation, Aarhus, www.ps.au.dk/fileadmin/site_files/filer_statskundskab/subsites/cir/radicalization_aarhus_FINAL.pdf, consulté le 30 décembre 2017.

Lennings C. J. et al. (2010), « *Grooming for terror: the internet and young people* », *Psychiatry, Psychology and Law*, vol. 17, no 3, p. 424-437.

Liht J. et Savage S. (2013), « Preventing violent extremism through value complexity: being Muslim being British », *Journal of Strategic Security*, vol. 6, no 4, p. 44-66.

Ragazzi F. (2018), *Students as suspects? The challenges of counter-radicalisation policies in education in the Council of Europe member states– Interim report*, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

Ranstorp M. et Hyllengren P. (2013), *Förebyggande av Våldsbejakande Extremism I Tredjeland*, Swedish Defence University, Stockholm.

Roy O. (2016), *Le djihad et la mort*, éd. du Seuil, Paris.

Savage S., Khan A. et Liht J. (2014), « Preventing violent extremism in Kenya through value complexity: assessment of being Kenyan being Muslim », *Journal of Strategic Security*, vol. 7, no 3, p. 1-26.

Schmid A. P. (ed.) (2011), *The Routledge handbook of terrorism research*, Routledge, Abingdon.

Schulz W. et al. (2010), *ICCS 2009 International Report: civic knowledge, attitudes, and engagement among lower secondary school students in 38 countries*, IEA, Amsterdam, www.iea.nl/fileadmin/

[user_upload/publications/Electronic_versions/ICCS_2009International_Report.pdf](#), consulté le 30 décembre 2017.

Sebba J. et Robinson C. (2010), *Evaluation of UNICEF UK's Rights Respecting Schools Award: Final report*, Unicef UK, Londres, www.unicef.org.uk/rightsrespectingschools/wpcontent/uploads/sites/4/2014/12/RRSA_Evaluation_Report.pdf, consulté le 30 décembre 2017.

Singh J., Kerr P. et Hamburger E. (eds) (2016), *Media and information literacy: reinforcing human rights, countering radicalization and extremism*, Unesco, Paris, <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002463/246371e.pdf>, consulté le 30 décembre 2017.

Torney-Purta J. et al. (2001), *Citizenship and education in twenty-eight countries: civic knowledge and engagement at age fourteen*, IEA, Amsterdam, www.iea.nl/fileadmin/user_upload/Publications/Electronic_versions/CIVED_Phase2_Age_Fourteen.pdf, consulté le 30 décembre 2017.

Unicef UK (2017), *Rights Respecting Schools Award*, Unicef UK, Londres, www.unicef.org.uk/rights-respecting-schools/, consulté le 30 décembre 2017.

Youth Justice Board for England and Wales (2012), *Preventing religious radicalisation and violent extremism: a systematic review of the research evidence*, www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/396030/preventing-violent-extremism-systematic-review.pdf, consulté le 30 décembre 2017.